

Algérie - France

# Un Centre de lutte contre la drogue en Méditerranée

**La ministre française de l'Intérieur plaide pour la création, par l'Union européenne, d'un Centre de lutte et d'intervention contre le trafic de drogue dans la Méditerranée.**

Ghania Oukazi

Le directeur général de la Protection civile, Mustapha El-Hebiri, a été hier l'hôte de Michèle Alliot-Marie, la ministre française de l'Intérieur avec, à leurs côtés, Noureddine Yazid Zerhouni, le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des collectivités locales. « Nous sommes en train de construire une relation d'exception décidée en 2003 et particulièrement affirmée par le président Sarkozy en décembre dernier », a dit la ministre qui estime que l'Algérie et la France sont en train de mettre en œuvre la feuille de route qui a été tracée par Bouteflika et Sarkozy. Cette relation « d'exception », Paris la veut, selon Alliot-Marie « dans tous les domaines, politique, économique, culturel et aussi sécuritaire ». Sa venue à Alger est, dit-elle, « pour exprimer ma solidarité, mais aussi mon engagement personnel pour accroître davantage notre partenariat par le développement de nos actions communes ». Elle note, à cet effet, que la Protection civile algérienne et les sapeurs-pompiers français ont signé en sa présence hier, une convention de coopération qui « va donner une nouvelle impulsion à notre relation et à notre volonté de protéger nos populations ». La ministre estime, par ailleurs, qu'il est possible d'envisager dans le cadre d'une coopération entre les collectivités locales « de renforcer les liens méditerranéens, pour régler les problèmes qui se posent à nous puisque nous avons le même souci de permettre davantage de sécurité ». Il est, selon elle, question de coopérer dans le domaine de la police scientifique et technique. « C'est ce qui nous permet de répondre aux exigences de sécurité de nos populations, d'apporter aux victimes de la délinquance aide et sécurité, d'appréhender les auteurs (empreintes digitales...) et d'améliorer le taux des crimes et des délits ». Le tout nécessite, dit-elle, « des moyens techniques et financiers ». A propos du terrorisme, elle le qualifie de « phénomène international pour lequel il faut une réponse internationale et la lutte ne peut être qu'une lutte qu'on mène ensemble ». Lutte pour laquelle « l'Algérie est un partenaire clé », a-t-elle précisé, toute en étant « persuadée que c'est ensemble que nous vaincrons les extrémistes et les terroristes ». Interrogée sur la possibilité de coopération entre les deux pays pour la protection des frontières, notamment celles algéro-marocaines puisqu'elle se déplace à Tlemcen, la ministre française rappelle l'existence à Lisbonne, d'un Centre de lutte et d'intervention contre le trafic de drogue dont la mission est de surveiller les éventuels passages de drogue par l'Atlantique, pour dire : « nous avons effectivement parlé de la drogue qui affecte tous les pays, la drogue de l'Amérique Latine qui a des points d'entrée au Sénégal et au Nigeria (...) et qui pourrait, par le Mali, remonter vers le nord de l'Afrique ». Sa proposition « une action commune et complémentaire pour mettre au point un projet, une initiative sur la Méditerranée pour la création d'un centre similaire à celui de Lisbonne, il s'agit pour nous d'améliorer la surveillance mais également de dissuader ». Elle ne manquera pas de dire cependant, que « je ne vais pas à Tlemcen pour parler des frontières mais pour visiter des sites religieux, trois mosquées, deux cimetières chrétiens » et, ajoute Zerhouni, « l'inauguration d'une stèle de la DGSN ». Au sujet du conflit sahraoui, Alliot-Marie dira : « il faut éviter toutes les interprétations qui ne sont pas exactes, la position de la France a été toujours conforme aux résolutions du Conseil de sécurité, elle a un rôle actif dans le même temps. La France a toujours souhaité l'apaisement des tensions et le dialogue entre les parties en conflit ».

Plaidant la cause de la construction de l'Union pour la Méditerranée, et rejetant le fait de spéculer sur les rôles de chaque pays dans cette initiative, Alliot-Marie estime que « ce ne sont pas les structures qui importent

en premier, mais de savoir ce qu'on doit mettre dedans et si l'Union est utile ou pas. On ne peut mettre la charrue avant les boeufs ». Ses arguments de soutien au projet de l'Union de Sarkozy « d'ici 20 ou 30 ans, le monde sera composé de grands ensembles démographiques et économiques (...) dans tout ceci, si l'Europe, d'une part, et le Maghreb, d'autre part, ne constituent pas d'ensemble, ils seront des nains démographiques et économiques parce que nous aurions besoin de marchés concurrentiels, nous avons tout intérêt à nous regrouper (...), il faut construire un ensemble susceptible de peser sur le plan économique, culturel, et également des valeurs humaines. Il faut donc savoir qu'est-ce qu'on met dedans ». Elle estime qu'ensemble, « on peut créer une solidarité dans la protection civile pour constituer des forces interopérables, on peut ainsi agir ensemble au fur et à mesure qu'on construit l'Union pour la Méditerranée ».

## «LUTTER CONTRE LES DERIVES SECTAIRES»

Citant quelques secteurs de coopération comme la lutte contre la pollution ou la protection de l'environnement, la ministre affirme : « ce sont des actions comme cela et des projets que nous devons réaliser, qui permettront à chacun de nous de trouver sa place et au fur et à mesure de construire notre solidarité ». Pour ce qui est de la circulation des personnes dans cet espace, elle rappelle le choix de la France des données biométriques qui « s'appliquent au contrôle des identités, à l'octroi des visas, des passeports, ceci pour sécuriser les identités et pour faciliter les échanges ». L'Union pour la Méditerranée, dit-elle, « cela veut dire qu'il va y avoir des facilités de circulation puisque nous allons avoir des problèmes économiques ».

Chargée aussi des Cultes, Alliot-Marie a eu des discussions avec le ministre des Affaires religieuses, notamment à propos « de la vision tolérante de l'exercice religieux, un fondement commun de nos sociétés ». Elle aura une réponse approximative à propos d'une question sur le prosélytisme en Algérie. « On a dit qu'on pouvait avoir des échanges permanents, constants et en toute transparence, pour lutter contre les dérives sectaires qui peuvent être des menaces sur certaines personnes », a-t-elle répondu. Avec Ghalmallah, elle dit aussi avoir évoqué « la fondation de l'Islam en France dont le rôle est de recueillir des fonds et mener des discussions avec les responsables des structures territoriales comme les maires... ». Interrogée sur ce qui se passe au sein du Conseil français du culte musulman (CFCM) et si l'Algérie va perdre définitivement la bataille de la Mosquée de Paris, elle se contentera de dire, que « le CFCM va connaître des élections dans un mois et toute élection n'est jamais jouée d'avance ».

Sur le limogeage du préfet français qui a évoqué Israël par des propos peu élogieux, la ministre dira « ce sont de hauts fonctionnaires qui sont tenus par un certain devoir de réserve, qui, s'ils l'enfreignent, perdent leurs postes. Ils doivent respecter la neutralité de l'Etat ». A l'évocation de la France coloniale, elle soulignera, que « le plus important pour nous, sans nier l'histoire parce que c'est important, c'est d'agir pour l'avenir et protéger les citoyens ».

Alliot-Marie a rencontré hier le président de la République pour lequel, a-t-elle dit, « je dois transmettre un message du président Sarkozy et lui dire les avancées de coopération réalisées au cours de ces dernières 24h en matière de sécurité, de protection civile et d'administration territoriale ».

L'annulation de la visite à Alger du ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, lui fait dire « qu'elle est liée à une question de calendrier, il faut toujours se méfier des rumeurs ». L'Algérie recevra en principe les 7 et 8 juin prochain, le Premier ministre français, François Fillon.



Ph. : R. N. K.

# Raina Raikoum

Kamel Daoud

## La dernière image d'une arme morte

Quand un étranger veut être méchant ou précis, il dit que l'Algérie est un pays absurde, construit autour d'un puits gardé par des militaires, eux-mêmes harcelés par des terroristes, eux-mêmes nés du croisement du peuple local avec les fausses idées de son indépendance et de sa barbe mentale. Quand un étranger veut être poli, il dit que l'Algérie est le pays de Hassiba et Ben M'hidi, « un pays de révolutionnaires », comme l'a dit Haïfa Wahbi, la truculente chanteuse de l'Orient néo-exotique, dans les colonnes d'un confrère arabophone. Entre les deux images bien sûr, on peut dire dix mille mots sans se tromper. L'image de l'Algérie, malgré ses dépendances, reste coincée entre celle du dernier terroriste qui ne veut pas se rendre ni mourir rapidement, et celle du Combattant valeureux, chasseur de la France, dépositaire de la meilleure version de la décolonisation du XXème siècle, impressionnant par ses maquis, la finesse de sa diplomatie, la perfection de sa révolution et l'unanimité de son geste. C'est ce que retiennent de nous, de notre géographie et de notre culture, nos cousins du Moyen-Orient et ceux qui évitent les altercations : le combattant qui construit son pays avec les armes, l'homme armé, le porteur de fusil. On en a été très longtemps flatté avant de comprendre que le reste du monde nous confond avec une caserne de vétérans, incapables de supporter l'ennui de l'Indépendance et l'oisiveté de la paix et que

derrière ce stéréotype, c'est le pays et son histoire officielle qui avouent un peu partout, que le seul modèle national est celui du combattant, fier, nationaliste, mal habillé mais non négociable. Sublimé jusqu'au ridicule, le Combattant finira par masquer et supplanter le reste des figures nécessaires à la maturité de générations et à leur psychologie de base : l'intellectuel, l'homme qui pense, celui qui travaille, celui qui invente et celui qui construit. Réduits à une cohorte d'archétypes secondaires, ces modèles là sont écartés de l'imagerie officielle du pays, au point où une Haïfa Wahbi, coupable de sa délicate mutinerie vestimentaire, ne connaît du pays que ses révolutionnaires et au point où les enfants de ce pays ont compris l'essentiel : la reconnaissance sociale vient par les armes, la violence ou le maquis. D'où, tout le reste : la légitimité par Novembre 54, celle par le maquis des années 90 et celle par les chaloupes. Haïfa Wahbi ne connaît du pays ni ses écrivains, ni ses inventeurs d'eau miraculeuse, ni ses grands diplomates, ni ses héroïques découvreurs de planètes extra-solaires. C'est une chanteuse qui, interrogée par un journaliste, s'est souvenue de la seule image encore valable de l'Algérie et qui circule dans le monde comme une vieille carte postale : « c'est le pays des révolutionnaires ». Oui, mais tout les grands généraux savent qu'il n'y a pas pire à gérer qu'une armée au repos, ou des vétérans oisifs. D'où, encore une fois, tout le reste.

## La ministre française de l'Intérieur à Tlemcen

Saïd B.

La ministre française de l'Intérieur, Mme Michèle Alliot-Marie, a effectué, hier-mardi dans l'après-midi, une visite dans la wilaya de Tlemcen.

Accompagnée du ministre de l'Intérieur M. Yazid Noureddine Zerhouni, le DGSN M. Ali Touinsi et l'ambassadeur de France en Algérie Bernard Bajelet, la ministre française de l'Intérieur a marqué d'abord une halte à la résidence de la wilaya. Dans une allocution de bienvenue, M. Abdelouahab

Nouri, wali de Tlemcen, a d'abord situé la qualité de cette visite, avant de donner une esquisse sur l'histoire de Tlemcen et les profondes mutations que connaît la wilaya et enfin, la qualité exemplaire des relations d'amitié entre l'Algérie et la France. La délégation ministérielle s'est rendue ensuite, au siège de la Sûreté de wilaya où le chef de Sûreté de wilaya, M. Salah Nouassi, a fait un exposé sur le dispositif de lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, la lutte contre l'immigration clandestine et le terrorisme.

La ministre a également eu un aperçu sur l'activité de la sûreté en matière de préservation de la sécurité des biens et des personnes. Après ces deux étapes, Mme Michèle Alliot-Marie a visité la ville de Tlemcen où elle pu admirer les vestiges de la civilisation zianide à travers le Mausolée et le Palais royal d'El-Mechouar, le plateau de Lalla Setti, le Mausolée de Sidi Boumediene.

L'hôte de la ville devait, par la suite, visiter les projets relevant de secteur de l'Enseignement supérieur.